

De la marche vers le communisme au "Mouvement pour le socialisme" : la redéfinition indentitaire du Parti Suisse du Travail dans les années 1990-2010

Autor(en): **Fouradoulas, Anne-Vaïa**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **71 (2021)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-919520>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

De la marche vers le communisme au «Mouvement pour le socialisme»: La redéfinition identitaire du Parti Suisse du Travail dans les années 1990–2010

Anne-Vaïa Fouradoulas

From the march to communism to the «Movement for Socialism»: Redefining the Swiss Labour Party in the 1990s and 2010s

Both, political parties as well as their analysis go through perpetual renewal. The logics of organisation, ideology and mobilisation of political parties evolve according to both the general context and their proper dynamic. Macro-transformations of the late 20th century such as the collapse of the USSR and the rise of anti-globalization movements have particularly affected communist organisations, which has driven Western European organisations to reconsider their policies as well as their strategical options. The Swiss Labour Party (PST) is a perfect example. It has embarked on a redefinition of its identity, which we propose to look at from a specific angle, that of the reformulation of its programmes and statutes. The PST was founded in 1944 by leftist activists of the Socialist Party (PS) and by former members of both the Swiss Communist Party (PCS) and the Swiss Socialist Federation (FSS). Although linked with the Soviet authorities at first, it distanced itself progressively from them, questioning some of the Soviet precepts. Both the endemic marginality of the PST in the Swiss landscape and international changes prompted the party to reconsider its political line. In 1991, this reflection resulted in the party revising its statutes and redefining its programme, newly called «Movement for Socialism», thereby softening its position. Nevertheless, this reorganisation generated a cleavage within the party between those supporting renovation – in favour of a moderate trend – and those seeking to reactivate its radical communist foundations.

This article focuses on the PST's search of identity and its successive readjustments, between loyalty to the international communist movement, the will to draw its own path according to local features or the wish to get closer to the anti-capitalist sphere. The study sheds light on what is at stake for the PST and on the answers it formulates in reaction to the changing context. It then helps to place the PST in the leftist political space of the 1990s–2010s. Our qualitative analysis relies on three points: the successive statutes enacted from 1982, its last three political programs, and the PST French-speaking newspaper (*Gauchebo*). Interviews with party members and investigations carried out in a participating observation of the 2009 National Conference and the 20th PST National Congress of 2011 complete this case study.

Les partis politiques, comme leur étude, connaissent un renouvellement perpétuel. Leurs logiques organisationnelles, idéologiques et de mobilisation évoluent tant en fonction du contexte général que de leur dynamique interne. Les macro-transformations de la fin du XX^e siècle, dont l'effondrement de l'Union soviétique et l'avènement du mouvement altermondialiste, ont particulièrement affecté

les formations communistes. En Europe de l'Ouest, celles-ci ont été amenées à reconsidérer leurs contenus politiques comme leurs stratégies organisationnelles.

Le Parti Suisse du Travail (PST) illustre parfaitement ce processus.¹ Il s'est engagé dans une redéfinition identitaire que nous proposons d'examiner sous l'angle de son travail de réécriture programmatique et statutaire. Le PST est fondé en 1944 par des membres de l'aile gauche du Parti socialiste (PS) et par d'anciens militants du Parti communiste suisse (PCS) et de la Fédération socialiste suisse (FSS). Attaché au communisme soviétique, il prend peu à peu ses distances et remet en question certains préceptes. Sa marginalité endémique dans le paysage politique helvétique et les changements survenus sur la scène internationale l'incitent à repenser son orientation. En 1991, l'exercice se traduit par une révision statutaire et une reformulation programmatique, «Mouvement pour le socialisme», qui assouplissent sa posture. Toutefois, la réorganisation du PST génère des divergences intrapartisanes mettant dos à dos les tenants de la rénovation – qui encouragent le parti à prendre une direction modérée – et une tendance refondatrice – qui cherche à en réactiver les fondements communistes.²

Ce sont ces réajustements identitaires successifs – entre attachement au mouvement communiste international, volonté de tracer sa propre voie en lien avec les particularismes nationaux ou rapprochement avec la mouvance anticapitaliste – qui nous intéressent ici. Leur étude doit nous amener à comprendre les enjeux et les réponses que le PST formule en réaction aux évolutions contextuelles qui l'entourent et à le situer dans l'espace politique de la gauche des années 1990–2010. Selon une approche qualitative, nous nous appuyons principalement sur l'analyse de ses statuts successifs à partir de 1982, de trois de ses programmes consécutifs,³ ainsi que de son organe de presse romand – le journal hebdomadaire *Gauche*do.⁴ Des entretiens menés avec des membres du parti et des enquêtes par observation non participante à la Conférence nationale de 2009

1 Je tiens à remercier ici les membres du PST qui ont généreusement ouvert les portes de leur organisation à une personne externe.

2 Les termes «rénovateur» et «refondateur» pour qualifier ces deux courants sont utilisés autant par les partis communistes que par la communauté scientifique.

3 «Que veut le parti suisse du travail? PST POP 59 thèses sur sa politique», 1971; «Mouvement pour le socialisme», 1991; projet de programme «Redonnons un rôle au PST-POP dans la société Suisse», 2009, brochure. Archives du PST, consultables sur demande, siège du PST, Genève.

4 Nous nous sommes fondés sur cet organe francophone, en ce qu'il expose la vie interne du parti dans ses colonnes, en parallèle d'articles de fond sur l'actualité locale, nationale et internationale. En revanche, nous avons écarté *Vorwärts*, plus ancré sur une analyse réflexive, qui s'est transformé au début des années 1990 en un journal indépendant de gauche, uniquement soutenu par les sections du PST.

et au XX^e Congrès national de 2011 du PST complètent nos connaissances de ce cas d'étude.⁵

Premièrement, nous retracerons brièvement le parcours historique du parti qui éclaire sa situation actuelle. Deuxièmement, nous exposerons l'étape transformatrice du PST des années 1990 au niveau de son projet, de ses références idéologiques, ainsi que de son organisation. Troisièmement, nous nous attarderons sur le changement d'attitude du PST à l'égard du système soviétique, en ce qu'il constitue l'une des premières étapes rénovatrices du parti. Enfin, nous examinerons les dernières évolutions qui ont cours au sein du PST dans les années 2000 et qui témoignent d'une renaissance de l'idée communiste dans ses rangs. Cette démarche doit nous permettre de conclure sur la faculté des partis marginaux à s'adapter et à se maintenir sous une nouvelle donne sociopolitique.

L'évolution historique du PST

Marc Perrenoud⁶ découpe l'histoire du PST en quatre phases. La première, qui s'étend de 1943 à 1947, révèle des débuts prometteurs pour un PST social et actif contre le fascisme. De 1948 à 1952, le parti s'isole au fur et à mesure qu'il se rapproche inconditionnellement de l'URSS. La troisième période, allant de 1953 à 1968, marque un changement stratégique en direction du rassemblement populaire et de la reconnaissance des spécificités nationales. Enfin, à partir de 1968, le PST qui voit apparaître une concurrence sur sa gauche entre dans une phase d'adaptation. Notre étude montre qu'une nouvelle phase, qui s'impose en lien avec la disparition du socialisme réel à l'Est et les changements survenant dans la structure sociale comme dans les valeurs culturelles, se dégage visiblement au début des années 1990. Nous évoquons brièvement ci-dessous ces différentes étapes.

L'année 1943 voit la dissolution de l'Internationale Communiste (IC) et, au plan national, la fusion du PCS⁷ et de la FSS. À partir de cette date, de nombreux partis dits *ouvriers* fleurissent en Suisse à la gauche du PS. En octobre 1944, leur rassemblement aboutit à la création d'un parti national structuré, le Parti Suisse du Travail (PST) – rejoint par des sociaux-démocrates. Se donnant le socialisme pour but, il se dote d'un programme d'action immédiate, qui porte principalement sur la nationalisation des assurances privées comme des industries clés, l'enregistrement de la fortune mobilière, les vacances payées pour tous les salariés

⁵ L'étude ne recourt volontairement qu'à des sources militantes et à de la littérature scientifique; une analyse de la perception du PST par l'opinion publique à travers les médias nécessiterait une enquête à part entière.

⁶ Marc Perrenoud, L'évolution récente du Parti suisse du travail, in: Communisme: Le communisme en Europe occidentale: déclin ou mutation? 11–12 (1986), pp. 163–167.

⁷ Fondé en 1921, le PCS se voit interdit en 1940 par un arrêté du Conseil fédéral, qui prohibe simultanément toute activité communiste, anarchiste et trotskiste.

et un système de retraite.⁸ Il compte 10'000 membres à sa fondation et double ses effectifs un an plus tard.⁹ Les élections cantonales et communales dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel, Zurich et Bâle-Ville lui offrent une assise confortable dans les gouvernements et parlements.¹⁰ Il remporte 5,1 % des voix lors des élections nationales de 1947, un score unique dans toute son histoire.¹¹

Le PST remplace de fait le PCS, du moins dans l'opinion publique et pour certains membres, même s'il «ne se voulait pas expressément l'héritier du Parti communiste suisse (qui ne s'est formellement jamais dissout!) puisqu'il regroupa communistes, socialistes de gauche et surtout des militants n'ayant jamais appartenus auparavant au PCS ou au PSS».¹² Une continuité partielle avec le PCS est assumée par la nouvelle organisation qui applique le centralisme démocratique et place à sa tête plusieurs anciens membres du PCS, pourtant minoritaires dans la composition du PST. Les liens du PST avec Moscou sont avérés par des contacts fréquents, un soutien peu retenu à la politique soviétique et un apport financier dont il bénéficie de la part du régime soviétique. Selon Studer, du moins «vu de l'extérieur, le mode de fonctionnement communiste l'emporta clairement au PST dans l'après-guerre sur tous les autres courants de gauche».¹³ Après des débuts nettement imprégnés par la social-démocratie, le parti œuvre dans le giron du Bureau d'information des partis communistes (*Kominform*) et affirme ses positions communistes à son IV^e Congrès national, en 1949: il renforce la discipline interne, durcit son attitude vis-à-vis des sociaux-démocrates, reconnaît le rôle dirigeant de l'Union soviétique et adopte l'idéologie marxiste-léniniste.¹⁴

Après ce bref succès, le PST est rattrapé par la haute conjoncture économique des années d'après-guerre qui complique toute lutte sociale. Le contexte de Guerre froide et le système politique suisse, porté au consensus et à la négociation, entravent son développement. À partir des années 1950, l'implantation du PST recule en Suisse alémanique où prévaut un climat farouchement anticommuniste, ne lui laissant une existence significative que dans les cantons romands et au Tessin.¹⁵ Également miné par des dissensions internes, le parti

⁸ Archives du PST, Congrès de fondation du Parti suisse du Travail des 14 et 15 octobre 1944, à Zurich (Maison du peuple). Rapport politique de Léon Nicole. Brochure, s.l.n.d.

⁹ Roger East (éds), *Communist and Marxist Parties of the World*, Harlow 1990, p. 156.

¹⁰ En 1945, le PST obtient dans les instances législatives des cantons de Genève, Neuchâtel et Vaud, respectivement 36 sièges sur 100, 14 sur 103 et 42 sur 217. André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, Tome II, Genève 2000, p. 68.

¹¹ Parlement suisse (2019), www.parlement.ch (15.02.2020).

¹² André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, Tome I, Genève 1997, p. 529.

¹³ Brigitte Studer, *Le Parti Communiste Suisse*, in: *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 9 (1993), p. 38.

¹⁴ Viviane Monot, *Le déclin et la crise du Parti Suisse du Travail dans les années 1948–1952*. Mémoire de licence en histoire, Université de Lausanne 1974.

¹⁵ Christian Sonderegger, Marc Stampfli (éds), *Aktuelle Schweiz: Lexikon für Politik, Recht, Wirtschaft, Gesellschaft*, Oberentfelden 2004.

affronte des dissolutions de sections, des démissions de membres et autres défections électorales.

Dans les années 1960–1970, le PST – jusqu’alors principale force d’opposition de gauche non sociale-démocrate – accuse la nouvelle concurrence maoïste et trotskiste. Certaines organisations d’extrême-gauche naissantes sont issues de la jeunesse contestataire du PST, auquel celle-ci reproche indistinctement son indulgence vis-à-vis de l’URSS et ses perspectives jugées trop accommodantes envers le système capitaliste. À l’instar des autres partis communistes européens, le PST ne parvient ni à se greffer sur le mouvement étudiant, ni à le canaliser dans son giron.¹⁶ En 1968, il désavoue l’intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie en réaction au printemps de Prague et adopte une posture plus critique, tout en maintenant des liens avec le Parti Communiste d’Union Soviétique (PCUS) et l’ensemble du mouvement communiste et ouvrier international.

Dès lors, les différents épisodes et débats qui jalonnent l’histoire du PST s’inscrivent dans le cadre de l’eurocommunisme.¹⁷ Les partis italien, français et belge, entre autres, abandonnent certaines références marxistes, atténuent leurs positions de classe, s’ouvrent à un électorat diversifié et affirment progressivement leur indépendance vis-à-vis de l’Union soviétique.¹⁸ Le PST tempère son penchant internationaliste et promeut une voie nationale au communisme, dont la défense de la neutralité d’État et le refus de la dictature du prolétariat constituent des aspects stratégiques. Cherchant à dégager une image autonome, il stipule dans ses statuts de 1981 qu’«il détermine sa politique en toute indépendance et en tenant compte des données historiques et des conditions nationales».¹⁹ Dans le climat bipolaire d’alors, la tension entre globalisme et localisme est palpable. Cependant, les partis communistes peinent à s’adapter aux mutations sociétales et se retrouvent déphasés par rapport à la réalité ambiante.

Le PST face aux mutations des années 1990: premiers éléments de réponse

Les années 1980 qui conjuguent crise économique et politique d’austérité péjorent la situation de l’ensemble des organisations de gauche. L’avènement du modèle néolibéral et l’affirmation de l’économie de marché marquent «la fin

¹⁶ Lilly Marcou, *Le mouvement communiste international depuis 1945*, Paris 1990, p. 95.

¹⁷ Sur l’eurocommunisme, voir Victor Strazzeri, *Forging socialism through democracy: a critical review survey of literature on Eurocommunism*, in: *Twentieth Century Communism* 17 (2019), pp. 26–66.

¹⁸ Xavier Crettiez, Isabelle Sommier, *La France rebelle*, Paris 2002.

¹⁹ Archives du PST, Statuts de 1981.

d'un *cycle historique* du mouvement ouvrier»,²⁰ qui affecte également la social-démocratie de par le monde. Tout à gauche de l'échiquier politique, on observe le délitement du mouvement communiste international, la mise à mal des démocraties populaires et l'affaiblissement de l'eurocommunisme. Les partis communistes (PC) d'Europe occidentale traversent alors une crise multiforme, comme le soulignent les revers électoraux et le déclin des adhésions.²¹ De l'avis de Bull,²² les PC européens réagissent de trois manières à la crise des années 1990. Les pro-soviétiques et marxistes orthodoxes continuent à croire en la viabilité d'un mouvement communiste international indépendamment de l'effondrement du centre névralgique. Un deuxième groupe juge la fin du communisme en Europe de l'Est comme la perte d'un modèle dégénéré de socialisme, et non du socialisme en soi qui peut renaître sous la forme de partis «refondés». La dernière catégorie conclut à la défaite du communisme, appelant à une transformation en profondeur de ces partis vers une identité non communiste de gauche.

À l'aube des années 1990, le PST ressort très affaibli des épreuves traversées durant la décennie précédente. En effet, il est vidé de sa substance militante et électorale durant le creux des années 1980. Au nombre de 4'000 à 5'000 à la fin des années 1960, ses membres ne sont plus que 1500 à 2000 en 1986.²³ Ses résultats électoraux chutent à partir des années 1970 et le parti ne conserve qu'un représentant au Conseil national en 1983 – siège perdu aux élections fédérales de 2011. Dans ses fiefs cantonaux traditionnels, comme Genève, le PST voit ses forces électorales fondre environ de moitié en moins de dix ans. Par ailleurs, sa base ouvrière traditionnelle se délite, le privant ainsi d'une singularité sur laquelle il a bâti son identité. Entre 1968 et 1983, la part des ouvriers que le PST compte dans ses rangs tombe de 37,9 % à 32,6 % et la part des fonctionnaires augmente de 10,6 % à 24,5 %.²⁴

Face aux difficultés, le parti se prononce contre sa dissolution, mais conçoit la nécessité d'opérer un travail d'introspection profonde qui doit le conduire à repenser son profil. Un document de réflexion de 1989 souligne la «nécessaire construction d'un renouveau idéologique, d'une nouvelle identité communiste s'appuyant sur les réalités fondamentales de notre époque».²⁵ Le programme «Mouvement pour le socialisme» et les statuts adoptés en 1991, lors du XIV^e

20 Stathis Kouvelakis, *La France en révolte: Luttes sociales et cycles politiques*, Paris 2007, p. 28.

21 Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, *La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale*, in: J.-M. De Waele et D.-L. Seiler (éds), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris 2011, pp. 50–85.

22 Martin J. Bull, *The West European Communist Movement: Past, Present and Future*, in: M. J. Bull and P. Heywood (éds), *West European Communist Parties after the Revolutions of 1989*, New York 1994, pp. 203–223.

23 Perrenoud, *op. cit.*, p. 165. Dans les années 2010, selon le décompte effectué par le parti, ce dernier recenserait un peu moins de 1'000 adhérents.

24 Perrenoud, *op. cit.*, p. 165.

25 VO Réalités 26 (29.06.1989).

Congrès du parti, sont une étape-clef de son entreprise de rénovation politique et organisationnelle.²⁶

D'un point de vue idéologique, le socialisme scientifique et le marxisme restent la référence centrale depuis le texte politique de 1959.²⁷ Les programmes successifs livrent une analyse en termes de classes, de rapports de domination, ainsi que d'exploitation et d'aliénation. Par contre, le parti s'affranchit de la mention du léninisme, impliquant un changement au niveau idéologique et organisationnel. Désormais, il s'appuie évasivement sur «les analyses développées par Marx et d'autres du mouvement révolutionnaire» dans ses statuts de 1991. Si la société communiste demeure le projet fédérateur d'un programme à l'autre, ce n'est pas le cas des statuts de 1991 qui renoncent, cette fois-ci, à évoquer le communisme comme objectif. La terminologie communiste est désormais trop marquée par ses antécédents pour en autoriser un usage décontracté et récurrent. En revanche, l'identité socialiste est volontiers mobilisée comme l'illustre le titre du nouveau programme de 1991, «Mouvement pour le socialisme». Plus vague et mieux recevable, le socialisme incarne une matrice historique relativement fédératrice des mouvements de gauche. Enfin, alors que le programme de 1971 envisageait encore la planification de l'économie et la collectivisation des moyens de production, celui de 1991 se détache de la stricte doctrine communiste et se fait plus flou en plébiscitant, désormais, une économie autogérée, décentralisée et démocratiquement coordonnée.

En conséquence de l'affaiblissement de la présence ouvrière au PST, celui-ci étend sa lutte à l'ensemble des salariés mais aussi à d'autres catégories sociales vulnérables, comme les personnes précarisées ou les groupes discriminés, à l'instar des immigrés et des femmes.²⁸ De la même manière, si les anciennes thématiques intéressant le parti (sécurité sociale, conditions de travail, fiscalité, etc.) et leur interprétation socio-économique demeurent, elles s'élargissent par l'ajout de nouvelles problématiques. Une place croissante est accordée aux problématiques post-matérialistes, telles que l'écologie, les droits citoyens, ainsi que l'épanouissement individuel.

Le principal changement au sein du PST à cette période se manifeste sur le plan organisationnel.²⁹ Le fonctionnement du parti subit une restructuration

²⁶ Archives du PST, «Mouvement pour le socialisme», programme du PST, Congrès national, Prilly, 1991. Le programme est approuvé par 48 voix, avec 10 oppositions et 3 abstentions, lors du XIV^e congrès du PST, à Prilly; le dernier programme du PST datait de 1971.

²⁷ Archives du PST, «Le Parti Suisse du Travail: Ce qu'il est – ce qu'il veut», programme, Congrès national, 1959.

²⁸ Sur la logique de mobilisation du PST, voir Anne-Vaïa Fouradoulas, *Au nom de toutes et tous: les groupes de référence des organisations politiques de la gauche radicale suisse dans les années 1900–2000*, in: L. Mellini, F. Plomb (éds), *La domination. Figures ordinaires de l'action sous condition de domination*, Neuchâtel 2018, pp. 171–190.

²⁹ Ce point s'appuie également sur les statuts et les trois programmes politiques cités en début d'article.

tangible avec l'abandon du centralisme démocratique. Ceci dit, comme dans la plupart des partis communiste européens, ce principe organisationnel se manifestait depuis plusieurs années déjà sous une forme diluée. La liaison stricte entre les organes décisionnels, la discipline et l'unité ayant prévalu jusque-là doivent être remplacées par une démocratie interne généralisée. L'interdiction des tendances et des courants, encore stipulée dans les statuts de 1982, n'est plus évoquée. La liberté de discussion et le droit de critique ouvrent la porte à l'expression de la diversité interne et autorisent les clivages. La stratégie appliquée par le PST équivaut, d'une certaine manière, à une «politique d'inflation démocratique»,³⁰ qui doit mettre le doigt sur les changements mis en œuvre.

Le PST s'auto-désigne non plus comme un «parti d'avant-garde» – ce qui était encore le cas dans le programme de 1971 –, mais comme une «organisation démocratique», prête à collaborer plus largement avec toutes les forces du mouvement populaire qui se battent pour le socialisme. Force de gauche parmi d'autres, délestée de son ancienne mission avant-gardiste, le PST assoit sa politique d'unité d'action lancée deux décennies plus tôt. Il propose une «alliance stratégique», de laquelle la participation du PS, puis des Verts, n'est pas définitivement exclue.³¹ Ses rapports à la gauche modérée sont empreints d'ambivalence, oscillant entre collaboration, compétition et conflit. Si une forte charge critique prédomine encore dans le discours du PST envers ces deux acteurs, la pratique est plus nuancée, comme en témoignent les accords électoraux et les coalitions gouvernementales occasionnelles.³² Le parti s'ouvre à une coopération plus étroite avec les autres composantes de l'espace politique radical de gauche, comme en témoigne sa participation dès 2003 à la coalition nationale À Gauche Toute!³³ aux côtés de SolidaritéS³⁴ et des Listes alternatives alémaniques.³⁵

30 Bernard Pudal, *Prendre parti: pour une sociologie historique du PCF*, Paris 1989, p. 165.

31 «Mouvement pour le socialisme», *op. cit.*

32 Sur les relations entre les organisations politiques de la gauche helvétique, voir Anne-Vaia Fouradoulas, *Gauche radicale et gauche modérée: des relations ambivalentes, entre accommodement et désaveu*, in: O. Mazzoleni, O. Meuwly (éds), *Voisinages et conflits: Les partis politiques suisses en mouvement*, Genève 2013, pp. 153–172.

33 L'alliance électorale nationale À Gauche Toute! – fondée en 2003 et dissoute en 2009 – regroupe des organisations politiques de la gauche radicale prêtes à s'engager dans une stratégie institutionnelle, à savoir le PST, SolidaritéS et les Listes Alternatives.

34 Fondé en 1992 en Suisse romande et dans le canton de Bâle, le groupe SolidaritéS ambitionne de présenter des alternatives à la politique néolibérale. Se considérant comme anticapitaliste, pluraliste, socialiste, féministe, écologiste et internationaliste, il poursuit un objectif de transformation radicale à travers une activité institutionnelle – dont électorale – et militante.

35 L'*Alternative Liste* apparaît, d'abord à Zurich, en 1990 et se constitue en association en 2007, pour défendre une Suisse sociale, solidaire et démocratique. Active à travers plusieurs groupes en Suisse allemande, elle participe à diverses échéances électorales et utilise les instruments de la démocratie directe, dans le but de revenir à des pratiques socialistes plus combatives et d'apporter des corrections au capitalisme.

Enfin, en parallèle des changements idéologiques et organisationnels, la stratégie du PST évolue quant à elle peu depuis le programme de 1959. L'option gradualiste est maintenue: le chemin vers une société communiste doit se faire par étapes et pacifiquement, dans le cadre institutionnel imparti. Le cumul d'une série d'améliorations immédiates doit aboutir, sur le long terme, à un renversement fondamental. Pourtant, il y a lieu de mentionner, dans le programme de 1991, l'introduction formelle de la notion de «réformes», jusque-là tabou, qui supplante les formules «solutions partielles» ou «étapes intermédiaires». Si les réformes sectorielles de l'économie, de l'État ou des structures sociales ne sauraient se suffire à elles-mêmes, elles constituent à présent un passage obligé vers une société nouvelle.

Ainsi, la démarche du PST s'accorde avec la tendance générale: étudiant l'actualité des idéaux communistes, Duflo et Serne identifient une dé-radicalisation et une dé-marxisation de l'idéal, «même si tout cela est rarement exprimé et n'est sans doute pas senti comme tel».³⁶ Bué et Ethuin relèvent un même affadissement de la rhétorique communiste dans le PCF de la fin du XX^e siècle, corollaire de la perte de singularité sociologique et identitaire du parti.³⁷

L'appréciation de la puissance soviétique réévaluée

Le renouveau du parti passe aussi inéluctablement par une prise de distance effective vis-à-vis du système soviétique. Le tournant s'opère dès la fin des années 1980, facilité par la chute du mur de Berlin en 1989, les proclamations d'indépendance successives des pays de l'Est, ainsi que l'implosion de l'URSS en 1991. Les réformes politiques sous Gorbatchev, axées sur la restructuration et la transparence, sont suivies avec approbation par le PST. En revanche, celui-ci réproouve la politique jugée pro-capitaliste de Boris Eltsine – alors président de la Fédération de Russie – comme le putsch manqué des élites politiques et militaires conservatrices de 1991, qui précipitera la désagrégation du système.³⁸

À la disparition de l'URSS, le PST s'interroge sur la nature du régime soviétique et sur l'actualité du communisme et du marxisme. S'il choisit un attentisme prudent pour ne pas commenter hâtivement un passé très récent, il cherche néanmoins à rendre celui-ci intelligible.

Le PST entreprend de se débarrasser progressivement du poids que représente désormais son allégeance passée au communisme réel. Le document de la

³⁶ Esther Duflo, Pierre Serne, *Que reste-t-il des idéaux?*, in: G. Campagnolo [et al.] (éds), *La reconstruction des identités communistes après les bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale*, Paris 1997, p. 85.

³⁷ Nicolas Bué, Nathalie Ethuin, *Le Parti communiste, un parti «comme les autres»? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF*, in: *Espaces Marx Nord* 1–21 (2005), pp. 73–105.

³⁸ Article tiré du journal *L'Humanité*, qui critique âprement Boris Eltsine, et qui est reproduit dans l'édition de *VO Réalités* du 14 mars 1991.

section de Genève, élaboré en vue de la conférence nationale de 1990, réclame de nouveaux statuts en arguant que «les symboles qui s'attachent à notre forme d'organisation, dans la mesure où elle est calquée sur le modèle communiste de l'Est, constituaient un handicap majeur à la poursuite de notre action, à notre crédibilité auprès de nos membres et de nos sympathisants comme auprès d'une opinion publique plus large».³⁹

Globalement, le PST tire un bilan mitigé de l'histoire soviétique. Il retient à son actif la contribution positive de la Révolution d'Octobre à la lutte des travailleurs, le rôle libérateur de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale, les avancées sociales, l'émancipation des femmes, ainsi que l'engagement en faveur des luttes de libération nationale des peuples opprimés.⁴⁰ A contrario, il inscrit à son passif la terreur stalinienne, le retard technologique ou encore l'absence de société civile structurée. Le PST tente donc de dissocier les forces positives du communisme soviétique de sa face d'ombre. Il a la tâche difficile de se démarquer de l'expérience soviétique et de ses travers, tout en sauvegardant le socle théorique et les aspirations originelles devant justifier ses présentes ambitions communistes: «Ce qui est mort avec la fin de l'Union soviétique et du socialisme des casernes, ce n'est pas le marxisme, ni le projet du Manifeste, mais sa tragique caricature».⁴¹ Dès lors, le programme «Mouvement pour le socialisme» (1991) s'attèle à démontrer l'écart creusé entre les fondements marxistes, toujours valides, et leur application dénaturée par le socialisme d'État. En conséquence, les régimes socialistes sont désormais interprétés comme une déformation ou un détournement de la doctrine communiste, restée intègre jusqu'à la mort de Lénine. La défense du marxisme repose en grande partie sur l'argumentaire de la trahison des idéaux par leur «déviation dogmatique».⁴² Par contraste, le PST se dit revendicateur d'un «socialisme authentique».⁴³ Convaincu de son émancipation précoce, il rappelle avec force ses «positions originales par rapport aux partis communistes» avant l'heure, à savoir l'absence de référence à la dictature du prolétariat, la volonté d'aller au socialisme par la voie démocratique, ainsi que l'acceptation du pluralisme politique.⁴⁴ Dans sa nouvelle lecture du communisme, l'accent est mis sur le fait qu'il n'existe aucun «exemple préétabli» pour le projet de société envisagé, qui devra en revanche suivre son propre déroulement.

³⁹ VO Réalités 20 (17.05.1990).

⁴⁰ Résolution «Le PST-POP face aux événements de l'URSS», in: VO Réalités 37 (12.09.1991). Voir également Francis Cohen, Chronique d'un espoir trahi et Jean-Marie Chauvier: Échecs et masques, in: VO Réalités 1/2 (9.01.1992).

⁴¹ Texte de Jean Spielmann, Conseiller national PST, à l'occasion du 150^e anniversaire du Manifeste du Parti communiste, in: VO Réalités 21 (22.05.1998).

⁴² Éditorial de Jean Spielmann, in: VO Réalités 5 (1.02.1990).

⁴³ VO Réalités 26 (29.06.1989).

⁴⁴ «Mouvement pour le socialisme», *op. cit.*

Le PST se fraie un chemin vers sa «propre conception d'une voie vers le socialisme et la construction d'une société socialiste».⁴⁵

Ainsi, selon un décryptage inédit de l'URSS, l'allié de toujours passe du statut de modèle à celui de représentant du socialisme autoritaire. Les adjectifs «bureaucratique», «omnipotent» et «répressif» qualifient désormais le pouvoir soviétique. Ce jugement s'assortit d'une autocritique; la principale rétractation porte sur le soutien passé du PST à l'URSS. Le parti s'adonne à une sorte de mea-culpa mêlé de justifications adossées au contexte d'alors:

Il est vrai que nous nous sommes souvent bornés à critiquer le manque de démocratie dans les pays socialistes, sans examiner les causes de ces manquements essentiels et sans mettre en évidence les contradictions existant entre notre attachement de principe aux voies démocratiques et l'évolution antidémocratique des pays de l'Est. Notre approche a été fortement influencée par la guerre froide, déclarée et confirmée dès l'issue de la Seconde Guerre mondiale, et par la bipolarisation croissante du monde en camps opposés. Ces circonstances nous ont empêchés de voir et de comprendre la réalité des sociétés dirigées par les partis communistes.⁴⁶

Malgré la dureté de la condamnation du système communiste à l'Est, force est de constater que les liens aux partis frères à travers le monde ne sont pas complètement rompus.⁴⁷ Des relations de parti à parti sont cultivées avec les organisations française, portugaise, grecque, vénézuélienne ou brésilienne.⁴⁸ Les critiques sans nuances de l'URSS, qui émanent des cercles externes au PST, sont jugées avec circonspection. Du reste, si le PST décrit l'expérience soviétique comme un échec, il n'en considère pas moins le capitalisme comme «un mode de production fondé sur le pillage des ressources et l'exploitation de l'homme».⁴⁹ L'effondrement de l'URSS présente une chance en même temps qu'une menace en laissant la porte ouverte à l'impérialisme et aux nationalismes débridés. Une alternative à l'un et l'autre modèle est donc toujours à trouver.

La reformulation identitaire du PST rencontre une certaine reconnaissance en ce qu'elle s'accompagne d'une reprise électorale dans les années 1990. Le parti progresse dans ses fiefs de Suisse occidentale (Genève, Vaud, Neuchâtel et Jura), compensant son implantation étreinte au Tessin et en Suisse alémanique, qui se concentre dans le demi-canton de Bâle-Ville et dans le canton de Zurich. En 1996, son candidat est élu au Conseil d'Etat vaudois. Le PST récupère un siège

⁴⁵ Introduction de Karl Odermatt, membre du bureau politique du PST, lors de la réunion du Comité central du PST du 10.09.1989, in: VO Réalités 40 (5.10.1989).

⁴⁶ «Mouvement pour le socialisme», *op. cit.*

⁴⁷ Le maintien de relations avec les partis communistes, les forces démocratiques et socialistes, ainsi que les mouvements de libération nationaux, a été consigné dans une résolution adoptée lors du XIV^e Congrès du PST, en 1991.

⁴⁸ Ceci transparait dans la presse partisane du PST comme dans la résolution précitée.

⁴⁹ Document de discussion du Bureau politique du PST pour la Conférence nationale du 19–20 mars 1990, VO Réalités 11 (15.03.1990).

au Conseil national en 1991, puis un second en 1995, disposant au total de trois élus pour la législature.

En revanche, le parti demeure entre le marteau et l'enclume au sein de l'espace politique radical: d'un côté, il est accablé par ses détracteurs d'extrême-gauche qui pointent sa connivence avec les forces autoritaires communistes; de l'autre, il est raillé par une organisation puriste comme le *Revolutionärer Aufbau Schweiz* (RAS) pour sa déloyauté vis-à-vis du communisme officiel.⁵⁰

En résumé, le PST a opté pour une «modernisation pragmatique»,⁵¹ notamment en instaurant des normes de fonctionnement interne moins rigides. Ce choix est facilité par une expérience antérieure de la modération et une indépendance relative vis-à-vis du centre soviétique. En prêtant allégeance à son identité socialiste tout en procédant à des réformes plus ou moins significatives, le PST a emprunté la seconde option décrite par Bull.⁵² Toutefois, l'adoption du programme «Mouvement pour le socialisme» ne met pas un terme à la quête identitaire du PST. Les différents congrès et conférences nationales des décennies 1990–2000 montrent qu'une réflexion permanente est à l'œuvre sur l'identité et les stratégies du PST.

Le sursaut de l'identité communiste à l'aube du XXI^e siècle

La polémique sur l'appartenance au communisme s'invite au XIX^e Congrès national du PST, tenu en 2008. Il cristallise de grands espoirs au vu des discordes dont le parti est la proie. En effet, deux tendances s'affrontent, s'accusant chacune à son tour de dogmatisme et de repli identitaire, d'une part, et, de réformisme et de marchandage des principes fondateurs du parti, d'autre part. La première orientation, rénovatrice, affiche une volonté d'ouverture, notamment à travers la conclusion d'alliances politiques; elle se reconnaît dans la mue des années 1990. La seconde orientation, refondatrice, cherche à redonner une identité claire au parti en évitant de la dissoudre dans des structures trop rassembleuses; elle s'accroche aux fondements du PST. Il est intéressant de constater que cette dernière est largement impulsée par la jeunesse du PST, c'est-à-dire la génération post-URSS qui n'a pas connu les affres de la Guerre froide et la confrontation d'idées virulente d'alors.

⁵⁰ *Aufbau* 12 (12.1998).

⁵¹ Joan Botella, Luis Ramiro, *The Crisis of West European Communist Parties and their Change Trajectories: Communists, Post-Communists, Ex-Communists?*, in: J. Botella, L. Ramiro (éds), *The Crisis of Communism and Party Change. The Evolution of West European Communist and Post-Communist Parties*, Barcelona 2003, p. 252.

⁵² Bull, *op. cit.*

Principal protagoniste du camp rénovateur, le POP Vaud s'engage dans une voie résolument rassembleuse.⁵³ Son fer-de-lance, Josef Zisyadis, alors conseiller national, attend que «le POP et le Parti Suisse du Travail s'ouvrent encore plus» et refuse de «revenir en arrière sur un parti qui se recroqueville sur lui-même, qui devienne sectaire [...]».⁵⁴ La section vaudoise adopte, lors de son congrès cantonal de mars 2008, une motion du POP Jura-Nord vaudois soutenant la création d'un nouveau parti à vocation *mouvementiste*.⁵⁵ La même année, elle soumet le texte au Congrès national du PST sous forme de projet de résolution «Pour un nouveau parti».⁵⁶ La proposition est rejetée par 36 voix contre 11 au motif que la création d'un nouveau parti dilapiderait le capital historique du PST.⁵⁷ Le POP Vaud sera d'ailleurs un instigateur essentiel de la nouvelle force politique élargie *La Gauche / Alternative Linke / La Sinistra* qui lance son appel à constitution en 2009. Ce courant rénovateur s'inscrit dans l'esprit du temps, la majorité des partis d'essence communiste en Europe jouant la carte du regroupement en se coalisant dans des pôles comme le *Front de gauche* en France ou *die Linke* en Allemagne.

Dans une toute autre perspective, le document de travail «De la nécessité d'un projet communiste pour le XXI^e siècle», au ton tranchant et également destiné au Congrès national, replace le communisme et l'idéologie marxiste au cœur des intentions programmatiques.⁵⁸ Il suggère de prendre appui sur les principes du matérialisme historique et dialectique, sur la lutte des classes, ainsi que sur la théorie de la plus-value. Le document consacre aussi le retour de la référence prolétarienne et le recours au marxisme-léninisme. Au final, une fois la précaution prise de condamner le stalinisme, il appelle le PST à «devenir un parti de gauche décomplexé, qui ose être communiste».⁵⁹ Il s'agit d'entretenir et de revaloriser les attributs traditionnels de l'organisation.

La controverse sur l'identité communiste culmine notamment dans le changement de nom de la section tessinoise du PST. Appelée *Partito Operaio e Contadino* à son origine, la section devient *Partito del Lavoro* dans les années

53 La section vaudoise du POP (PST) se nomme Parti Ouvrier Populaire; à ce propos, voir l'ouvrage de Pierre Jeanneret, *Popistes. Histoire du Parti ouvrier et populaire, 1943–2001*, Lausanne 2002.

54 Entretien avec Josef Zisyadis, 17.08.2007, Lausanne. Membre du POP Vaud, il a été secrétaire national du PST, Conseiller d'État vaudois et Conseiller national.

55 «6 orientations en débat pour l'avenir du parti», proposition soumise par le comité directeur au Congrès cantonal du POP & Gauche en mouvement, www.popvaud.ch/documents/2008 (11.01.2010); Motion du POP Jura-Nord vaudois, in: *Gaucheبدو* 8 (22.02.2008).

56 «Pour un nouveau parti», projet de résolution de la section vaudoise, Congrès du PST 2008, in: *Gaucheبدو* 42 (17.10.2008).

57 Document de travail «Un parti fédérateur au centre de la gauche», in: *Gaucheبدو* 42 (17.10.2008).

58 «De la nécessité d'un projet communiste pour le XXI^e siècle», document de travail, Congrès du PST 2008, in: *Gaucheبدو* 42 (17.10.2008).

59 *Ibid.*

1960, et prend finalement le nom de *Partito Comunista* lors du Congrès cantonal de septembre 2007, qui accepte par 43 voix contre 8 la motion des Jeunes progressistes «Changer de nom pour changer de politique». Ces derniers motivent leur démarche, d'un côté, par la nécessité de se départir du terme travail, qui renvoie aux notions d'exploitation et d'aliénation, et, de l'autre, par la volonté de nommer clairement le projet de société que le parti entend mener à bien.

Inspirée par la démarche tessinoise, la section bernoise propose au Congrès national de 2008 de renommer le PST Parti communiste suisse (PCS).⁶⁰ Si les sections de Vaud et de St-Gall s'y opposent d'entrée, les autres sont plus divisées et mitigées. Pour certains membres, à l'image de Pascale Gazareth, le nom «communiste» n'a plus sa raison d'être: s'il fonctionnait comme «une sorte de fonds culturel commun» que les gens avaient durant la Guerre froide, il n'a, en revanche, «plus d'ancrage dans les consciences» des personnes nées à partir de 1980 et n'ayant pas vécu cette partition idéologique.⁶¹ On s'accorde alors sur le principe d'une prise de décision ultérieure, lors d'un Congrès extraordinaire – qui n'aura finalement pas lieu, les initiateurs retirant leur proposition faute de temps et de force pour la défendre. Les négociations qui ont cours dans le parti sur son appellation traduisent des questionnements sur son contenu politique. Le nom est notamment un enjeu sur lequel «se joue le rapport d'identification possible ou impossible à d'autres acteurs collectifs [...]».⁶² Du reste, la tentative de réaffirmer l'orientation communiste à travers le nom va à contre-courant d'une certaine logique européenne. En effet, la plupart des partis d'obédience communiste ont fait fi des références trop largement identifiables au socialisme bolchévique et les formations qui leur succèdent modifient en conséquence leur appellation dans un sens moins marqué idéologiquement.

En fin de compte, sur proposition de la section zurichoise, le XIX^e Congrès national de 2008 prend l'option, à l'unanimité, de redéfinir l'identité du parti dans une perspective unificatrice et de réécrire son programme. Cependant, les échanges butent sur une incompréhension mutuelle entre la tendance refondatrice et le courant rénovateur au point de mettre en danger l'unité du parti, déjà bancal et travaillée de longue date par des frictions. Une conférence nationale est convoquée par la direction du PST afin de poser les bases du futur programme.⁶³

⁶⁰ «Les propositions des sections pour les résolutions», document du congrès du PST 2008, www.pst.ch (11.01.2010).

⁶¹ Entretien avec Pascale Gazareth, POP, 23.09.2008, Neuchâtel. Membre du POP, elle a été présidente de la section POP de La Chaux-de-Fond, conseillère générale à la Ville de La Chaux-de-Fonds et élue au Grand Conseil du canton de Neuchâtel.

⁶² Pudal, *op. cit.*, p. 172.

⁶³ La nouvelle direction du PST a été élue au Congrès national de Zurich tenu en novembre 2008. Suite à la démission de la présidente Nelly Buntschu, Norberto Crivelli, Tessinois, accède à la présidence courant 2009.

La Conférence nationale a lieu les 28 et 29 novembre 2009 dans les locaux du siège du parti, à Genève, sur fond de crise interne.⁶⁴ La discussion doit se fonder sur un document de réflexion, intitulé «Redonnons un rôle au PST-POP dans la société suisse»,⁶⁵ qui propose des pistes programmatiques. Rédigé par le secrétaire national, Leonardo Schmid, et approuvé par le Comité Directeur, le texte s'ancre sur une orientation résolument communiste, qui ravive la polémique dès sa diffusion. Déplorant la fragmentation organisationnelle, la faiblesse de la ligne politique et la diminution du sens accordé au militantisme, le texte appelle à «l'unité d'analyse et d'action» pour les combattre. Le Comité Directeur pointe les tentatives de rénovation du contenu et d'assouplissement de la structure, qui ont eu cours à partir de 1991, comme une cause de l'affaiblissement du parti. L'abandon des ingrédients qui faisaient sa spécificité serait un corollaire de sa liquidation. Le remodelage du parti passe, dès lors, par la réhabilitation de la forme classique – dépourvue d'aspects *mouvementistes* –, la centralisation organisationnelle, l'implication dans les luttes sociales en parallèle de l'activité parlementaire, la valorisation des prolétaires en tant que groupe de référence, ainsi que l'unification de la ligne politique, dont la doctrine communiste constituerait l'épine dorsale. Alors que le programme «Mouvement pour le socialisme», datant de 1991, spécifiait qu'il n'existait pas de modèle préconçu, cette nouvelle esquisse programmatique considère, par contraste, que le PST peut reprendre forme dans le moule du parti de tradition marxiste-léniniste. Par ailleurs, un clair désir prévaut de revenir à la représentation quasi-exclusive du milieu ouvrier, groupe de référence dont le parti s'est réclamé durant un demi-siècle.

Leonardo Schmid introduit le texte du Comité Directeur devant la Conférence nationale en invitant à une discussion «transparente», sans jeu tacticien et dans le respect du pluralisme. S'ensuit la présentation des différentes motions proposées et un débat qui laisse entrevoir les différents fronts en présence. Un groupe, majoritairement composé de sections francophones,⁶⁶ émet quelques réserves sans s'opposer fondamentalement à la teneur du texte. Il privilégie le consensus, afin que les différents courants existants au sein du PST puissent continuer à cohabiter. La section vaudoise s'inquiète de ce que l'affirmation répétée du caractère communiste du futur programme – et parti – soit réducteur au regard du «conglomérat» de communistes, de socialistes de gauche et de camarades du monde associatif à l'origine du parti. Elle dénonce une crispation

⁶⁴ L'analyse développée dans ce point découle en grande partie d'un travail d'observation non participante mené lors de la Conférence nationale susmentionnée.

⁶⁵ «Redonnons un rôle au PST-POP dans la société suisse: Qui sommes-nous et que voulons-nous?», Résolution du Comité Directeur du PST/POP pour la Conférence nationale du 28 novembre 2009, www.pst.ch (17.11.2009).

⁶⁶ Il serait toutefois réducteur de départager les sections du PST en deux camps autour du débat communiste. Chaque section a une histoire propre et les frictions internes sont fréquentes.

identitaire et se positionne en faveur d'une large coalition rassembleuse comme À Gauche Toute! Une autre fraction, rassemblant plutôt les sections germanophones et l'italophone, approuve plus largement la résolution et la considère, à l'instar de la section bernoise, comme un « progrès » – même si le texte n'est pas suffisamment mûr. Sous l'angle organisationnel, les partisans d'une structure souple et décentralisée, impliqués dans l'écriture du programme de 1991, se heurtent à une tendance favorable à une réorganisation unitaire, qui envisage un retour au centralisme démocratique.

La mésentente provient également des divergences d'interprétation des principaux concepts discutés. Les qualificatifs investis d'une lourde charge historique, tels que « communiste », « marxiste-léniniste » ou « révolutionnaire », ne font pas toujours l'objet d'une lecture commune et leur définition pose problème. Les relations des diverses factions du PST aux organisations nationales et européennes de proximité sont aussi source de divisions idéologique et stratégique au cœur du parti. Le XX^e Congrès national du PST, en 2011, voit l'appréciation contrastée de l'appartenance au Parti de la Gauche Européenne (PGE)⁶⁷ tenir une place significative dans son ordre du jour.

Les nombreuses interventions individuelles qui occupent le reste de la Conférence nationale reproduisent plus ou moins ce clivage entre garants d'une politique pluraliste moins marquée idéologiquement et tenants d'un retour à une posture communiste affirmée. Néanmoins, le débat, très théorique, n'est pas excessivement tranchant en raison de l'absence des militants les plus farouchement opposés aux vues du Comité Directeur du PST. Les débats menés au cours de la Conférence nationale de 2009 ne s'arrêtent sur aucune conclusion définitive, mais permettent à la commission chargée de rédiger le futur programme de tenir compte des avis exprimés.

Conclusion

L'histoire du PST s'éclaire autant par le contexte international que par les spécificités du cadre suisse, auxquels s'ajoutent les choix formulés à l'interne. La reconfiguration organisationnelle et doctrinale du parti se fait, sur une vingtaine d'années, en deux étapes aux logiques quasi antinomiques. Dans la première phase, qui s'étend de la fin des années 1980 à l'aube des années 2000, le PST répond à la nouvelle donne internationale en atténuant ses *idées-forces*. Il adopte une posture *socialiste, alternative* et *anticapitaliste* lui permettant de s'intégrer plus subtilement dans le paysage sociopolitique contemporain de gauche. La seconde phase, qui débute dans le courant des années 2000, consacre sa volonté

⁶⁷ Le PGE, fondé en 2004, regroupe les forces antilibérales au niveau européen. Le PST est également un membre associé de la Gauche unitaire européenne – Gauche verte nordique (GUE-NGL).

de revendiquer son héritage communiste, avec l'ébauche d'un programme qui voit le retour de la référence marxiste-léniniste.

Ces étapes révèlent l'existence de deux courants, que l'on pourrait qualifier de «moderniste» et d'«invariant»⁶⁸, qui se disputent l'enjeu identitaire au sein du PST. Le premier n'hésite pas à remettre l'essence même du parti en question et, ce faisant, à s'investir dans la construction d'une gauche unitaire à travers la formation récente, La Gauche. Le second prône quant à lui l'intangibilité du projet originel et du socle théorique du parti, ce qui l'amène à camper des positions originelles et à défendre une stricte cohésion interne. Par conséquent, le parti se trouve écartelé entre un communisme rénovateur, qui cherche à repartir sur de nouvelles bases, et un communisme traditionnel, chevillé aux préceptes de la III^e Internationale. Les tensions générationnelles, mais surtout régionales, rappellent le caractère «très fédéraliste»⁶⁹ du parti qui, puisant sa dynamique dans les sections, peine à trouver une unité nationale.

Ce processus d'adaptation sinueux s'inscrit dans la logique de l'époque, à savoir «l'aggiornamento»⁷⁰ engagé à la fin des années 1980 par les anciennes formations proches du communisme soviétique. Il affecte l'ensemble des pratiques, des doctrines et du corps militant, exacerbant par là même les relations concurrentielles intrapartisanes. Et le débat a de l'avenir. Si les attentes se tournent majoritairement vers la clarification et l'unification de la ligne directrice, aucun des Congrès suivant la Conférence nationale de 2009 n'est encore parvenu à valider un nouveau programme.

Anne-Vaïa Fouradoulas, CP 1444 1701 Fribourg, anne.fouradoulas@bluewin.ch

⁶⁸ Christophe Bourseiller, *Extrêmes gauches: la tentation de la réforme*, Entretien mené par Bertrand Richard, Paris 2006.

⁶⁹ Entretien avec Peter Berger, membre de la section zurichoise, 9.10.2008, Zurich.

⁷⁰ Pudal, *op. cit.*, p. 281.